

**Direction Générale des Services
Pôle d'Appui aux Territoires
Service Agriculture, Eau et milieux Naturels**

Mission Aménagements Fonciers
Charlotte LEHNEBACH
03 84 87 41 43
clehnebach@jura.fr

**DEPARTEMENT DU JURA
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER
REGLEMENTATION DES BOISEMENTS D'ENTRE-DEUX-MONTS**

**Aménagement foncier
Code rural et de la pêche maritime
Livre I – Titre II**

Délibération cadre du Conseil départemental

Conformément à l'article R.126-4 alinéa 1° du Code rural et de la pêche maritime, le dossier soumis à l'enquête comprend la délibération du Conseil départemental prévue à l'article R.126-1 du Code rural et de la pêche maritime.

| | | |
|---|-----------------------------|-----------|
| COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GENERAL DU JURA | Réunion du : 6 juillet 2012 | Type : CP |
| Service : ECO/AGRIF | Rapporteur : Serge OUTREY | |
| DELIBERATION N° 326 du 6 juillet 2012 | | |

REVISION DE LA DELIBERATION CADRE RELATIVE A LA REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

L'assemblée départementale réunie lors de la DM1 du 28 juin 2011 a autorisé la révision de la délibération cadre concernant la réglementation des boisements approuvée par décision du 20 novembre 2009.

Au-delà de l'amélioration apportée au cadrage réglementaire, la révision a pour objectif de faire de la délibération un guide pédagogique à destination des communes qui désirent mettre en place ou réviser leur réglementation des boisements. Par ailleurs, il rappelle, pour les propriétaires, la méthodologie et la réglementation à suivre pour des projets de plantations en périmètre réglementé.

I – RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Département a compétence pour définir, à l'échelle communale et selon les dispositions du L 126-1 du Code rural et de la pêche maritime, les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières, ou la reconstitution après coupe rase, peuvent être interdits ou réglementés.

Pour la mise en œuvre de cette compétence et des dispositions de l'article pré-cité, l'article R 126-1 du Code rural et de la pêche maritime prévoit que le Conseil général fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental :

- les orientations qu'il entend poursuivre en matière de réglementation des boisements conformément aux objectifs prévus au premier alinéa de l'article L 126-1 ;
- le seuil de surface mentionné au deuxième alinéa du même article, pour chaque grande zone forestière homogène, si le département prévoit de réglementer le reboisement après coupe rase.
- les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés ainsi que la reconstitution après coupe rase, s'il y a lieu ;
- les obligations déclaratives auxquelles sont soumis les propriétaires dans les périmètres réglementés, préalablement à tous semis, à toutes plantations ou, le cas échéant, toutes replantations dans les périmètres réglementés.

Le projet de délibération est soumis pour avis à la Chambre départementale d'agriculture et au Centre National de la Propriété Forestière, accompagné d'un rapport qui recense :

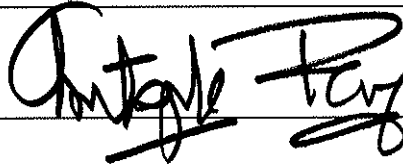
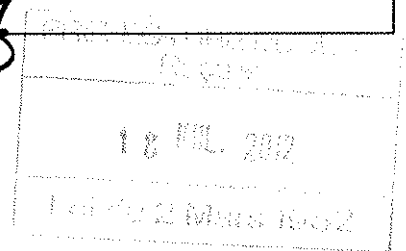
- les massifs forestiers protégés ;
- les zones agricoles protégées ;
- les zones et espaces protégés au titre de l'environnement et des paysages ;
- les zones figurant dans les inventaires de patrimoine naturel et des paysages.

II– METHODOLOGIE UTILISEE POUR REALISER LE NOUVEAU DOCUMENT DE CADRAGE

Le réseau technique inter-départemental a été l'occasion d'échanger sur ces obligations réglementaires auxquelles sont soumis les Conseils Généraux depuis 2006. En parallèle, et conformément au Code rural, une concertation avec les services techniques de la Chambre d'Agriculture du Jura et du Centre National de la Propriété Forestière a été menée .

Aussi, et suite aux avis de la Chambre d'agriculture et du Centre National de la Propriété Forestière dont vous trouverez copies ci-jointes, je vous propose d'approuver le nouveau document de cadrage, en annexe au présent rapport.

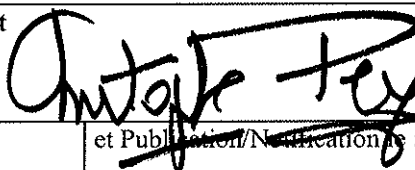
| POINT FINANCIER | | | |
|---------------------------------------|---|------------------------------------|---|
| <u>GESTION PLURIANNUELLE en AP/CP</u> | | <u>GESTION ANNUELLE hors AP/CP</u> | |
| Montant de l'AP ouverte (1) | € | CP totaux votés (BP + DM) | € |
| Montant déjà affecté sur cette AP | € | CP déjà engagés sur l'exercice | € |
| Montant affecté dans ce rapport | € | CP engagés dans le présent rapport | € |
| AP restant à affecter | € | CP disponibles | € |
| Pour mémoire : | | Pour mémoire : | |
| Total CP pointant sur l'AP (2) | € | Total CP votés année n-1 | € |
| Reste à Couvrir (RAC) (1) – (2) | € | | |
| Le Président | | Christophe PERNY | |

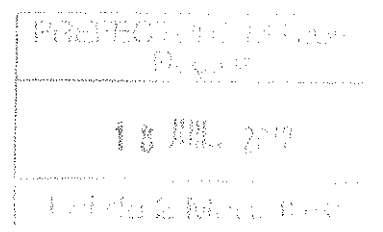
DÉCISION N° 326 du 6 juillet 2012

Sur proposition de M. le Président et après en avoir délibéré, la Commission permanente du Conseil général approuve le nouveau document de cadrage ci-annexé concernant la réglementation des boisements dans le département du Jura.

| | | |
|--|--------------|----------------------------------|
| Délibération n° 326 du 6 juillet 2012 | Le Président | Christophe PERNY |
| Certifiée exécutoire par transmission en Préfecture le : | | et Publication/Notification le : |
| | | 19 JUL. 2012 |



La Réglementation des Boisements dans le Département du Jura



Document de Cadrage

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION..... | 3 |
| Partie 1 : CADRAGE DEPARTEMENTAL | 4 |
| I. Les Orientations en matière de réglementation des boisements | 4 |
| II. Zonage départemental..... | 5 |
| III. Champ d'application..... | 5 |
| IV. Définition des périmètres | 6 |
| V. Le seuil de surface après coupe rase..... | 7 |
| VI. Distances minimales de recul par rapport aux fonds voisins | 8 |
| Partie 2 : LA MISE EN PLACE OU REVISION D'UNE REGLEMENTATION DES BOISEMENTS | 9 |
| I. Hiérarchisation des demandes..... | 9 |
| II. Les étapes de la procédure | 9 |
| III. Les mesures conservatoires durant la procédure de mise en place ou de révision des réglementations | 11 |
| IV. Durée de validité des réglementations de boisements..... | 11 |
| Partie 3 : LES PROPRIETAIRES ET LA REGLEMENTATION DES BOISEMENTS | 12 |
| I. Les obligations déclaratives..... | 12 |
| II. Instruction des déclarations..... | 12 |
| III. Dispositions réglementaires en cas d'infraction..... | 13 |
| IV. Prescriptions techniques : le choix des essences | 13 |
| V. Cas particulier : Production de sapins de Noël..... | 14 |
| ANNEXES | 15 |

INTRODUCTION

La Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au Développement des Territoires Ruraux (LDTR) a confié aux Départements au 1^{er} janvier 2006 la responsabilité de l'instruction et de la mise en œuvre de la réglementation des boisements à l'échelle communale ou intercommunale.

Le présent document définit :

1. Le cadre départemental dans lequel toute nouvelle réglementation doit s'inscrire ;
2. Les étapes de la mise en place ou de la révision des réglementations des boisements ;
3. Les obligations déclaratives des propriétaires dans les communes disposant d'une réglementation des boisements.

Partie 1 : CADRAGE DEPARTEMENTAL

Le cadre départemental définit l'ensemble des prescriptions techniques et réglementaires auxquelles toute nouvelle réglementation mise en place localement doit s'inscrire. Lorsque ces prescriptions font référence à un ou plusieurs articles du Code rural et de la pêche maritime un encart rouge fait apparaître les articles en question.

I. Les Orientations en matière de réglementation des boisements



Au vu des articles L126-1 et R126-1 du Code rural et de la pêche maritime, Afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs, les espaces habités en milieu rural et d'assurer la préservation de milieu naturel ou des paysages remarquables, le Conseil Général fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental les orientations qu'il entend poursuivre en matière de réglementation des boisements.

▪ Les orientations légales :

Conformément au Code rural et de la pêche maritime, toute réglementation des boisements mise en place à l'échelle communale ou intercommunale au sein des Commissions Communales ou Intercommunales d'Aménagement Foncier (CCAF ou CIAF) doit concourir :

- Au **maintien à la disposition de l'agriculture de terres** qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations ;
- A la **préservation du caractère remarquable des paysages, des espaces habités en milieu rural, des espaces de nature et de loisir** ;
- A la **protection des milieux naturels** présentant un intérêt particulier ;
- A la **gestion équilibrée de la ressource en eau** et à la **prévention des risques naturels**.

Au delà des orientations légales les nouvelles réglementations des boisements doivent prendre en compte les enjeux suivants :

- **Lutte contre la fermeture des paysages**, notamment dans le Haut Jura et les zones des reculées.
- Pour les secteurs de plaine (Nord Ouest du département), **maintien des milieux à fort enjeux naturels et paysagers** face à la possible pression foncière des taillis courte ou très courte rotation (TCR ou TTCR) pour la filière bois énergie.
- **Préservation des zones alluviales et des corridors biologiques** le long des rivières sur l'ensemble du territoire départemental.

II. Zonage départemental



Code rural et de la pêche maritime, Art. R.126-1 : « Le Conseil Général fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental : [...] les zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés ainsi que la reconstitution après coupe rase, s'il y a lieu. »

La réglementation des boisements est un mode d'aménagement foncier **applicable sur l'ensemble du territoire départemental**. Elle constitue un outil à disposition des communes afin d'agir localement sur l'aménagement de leur territoire.

III. Champ d'application

La réglementation des boisements s'applique de manière générale aux boisements d'essences forestières. Les alignements de peupliers et les alignements de résineux y sont soumis. Il en est de même pour les plantations d'essences forestières traitées en TCR ou TCCR, conformément à l'avis de Monsieur le Ministre de l'agriculture (courrier en date du 05 novembre 2009 adressé au président du Conseil général du Doubs).

Sont en revanche exclus de la réglementation :

- Les boisements effectués dans les parcs et jardin attenants aux habitations ;
- Les vergers, noyeraies, ainsi que les truffières cultivées (production agricole) ;
- Les haies champêtres ou liées à la production agricole ou assurant une continuité écologique ;
- Les arbres isolés ;
- Les plantations anti-congères ;
- Les ripisylves ;
- Les plantations réalisées dans le cadre d'un aménagement foncier ou dans le cadre d'un projet d'intérêt collectif.

Les plantations des sapins de Noël réalisées par les producteurs sont exclues du champs d'application des dispositions de la réglementation des boisements. Ces cultures obéissent à des règles spécifiques explicitées plus loin dans le document.

IV. Définition des périmètres

La réglementation des boisements et les périmètres qui en découlent interviennent sur les milieux ouverts, les parcelles boisées situées dans des massifs de moins de 4 ha et les franges des massifs boisés (100 mètres). Elle ne s'applique pas à l'intérieur des massifs boisés de plus de 4 ha et ne constitue pas une mesure de gestion forestière.

Une réglementation des boisements comporte 3 périmètres, reportés dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), tels que définis ci-après :

▪ **Périmètre interdit au boisement ou à la replantation après coupe rase :**

Dans ce périmètre, tous semis, plantations ou replantations après coupe rase sont interdits pour une durée maximale de 20 ans. Chaque CCAF et CIAF est libre de fixer la durée qu'elle souhaite dans la mesure où cette dernière n'excède pas 20 ans.

Au delà de cette durée, et jusqu'à la prochaine révision de la réglementation, les périmètres interdits deviennent réglementés.

Cette interdiction doit être cohérente avec :

- L'article L.311-3 du Code forestier limitant les autorisations de défrichement (maintien des terres en montagne et sur pente, lutte contre l'érosion, limitation des risques naturels) ;
- L'article L.130-1 du Code de l'urbanisme relatif aux espaces boisés à protéger ou à créer ;
- Les objectifs définis par les orientations régionales forestières prévues à l'article L.4 du Code forestier.
- Les dispositions de l'article L.9 du Code forestier concernant le renouvellement des peuplements après coupe rase.

▪ **Périmètre réglementé pour le boisement ou la replantation après coupe rase :**

Dans ce périmètre tous semis, plantations ou replantations d'essences forestières après coupe rase sont réglementés.

Ainsi les propriétaires qui souhaitent procéder à des semis, à des plantations ou replantations d'essences forestières sont soumis à **déclaration préalable auprès du Président du Conseil général** (cf. paragraphe III.1) et au respect des prescriptions techniques précisées par la CCAF ou CIAF (distances minimales de recul vis-à-vis des fonds voisins, restrictions éventuelles sur les essences plantées...).

▪ **Périmètre à boisement libre :**

Ce périmètre définit le secteur à vocation forestière et comprend toutes les parcelles ou parties de parcelles qui ne sont pas comprises dans les périmètres à boisement interdit ou réglementé. A l'intérieur du périmètre à boisement libre, aucune contrainte nouvelle n'est instaurée et les distances de plantation par rapport aux fonds voisins sont celles prévues par l'article 671 du Code civil, à savoir : deux mètres pour les plantations qui dépassent 2 mètres de hauteur.

V. Le seuil de surface après coupe rase



Code rural et de la pêche maritime, Art. R.126-1 : « Le Conseil Général fixe par délibération, pour tout ou partie du territoire départemental : [...]

- S'il prévoit de réglementer le reboisement après coupe rase, le seuil maximum de surface [...], pour chaque grande zone forestière homogène. »

Cette mesure ne concerne que les parcelles boisées incluses dans les périmètres interdits ou réglementés.

Les interdictions ou réglementations après coupes rases ne peuvent s'appliquer qu'à des parcelles isolées ou à des parcelles rattachées à un massif d'une **superficie inférieure à 4 ha** et ce **sur l'ensemble de territoire départemental**.

Ainsi les CCAF ou CIAF peuvent choisir d'inclure en périmètre réglementé ou interdit, des boisements isolés dans leur ensemble ou pour partie, lorsque ces derniers font moins de 4 ha.



Quelle implications pour les propriétaires qui souhaitent replanter après une coupe rase ?

| Typologie | Marche à suivre | |
|--|--|---|
| | En périmètre interdit | En périmètre réglementé |
| Parcelle boisée isolée < 4 ha | Après une coupe rase, on ne replante pas | Après une coupe rase, on doit déclarer au président du Conseil général sa plantation. |
| Parcelle boisée rattachée à un massif boisé de moins de 4 ha | Après une coupe rase, on ne replante pas | Après une coupe rase, on doit déclarer au président du Conseil général sa plantation. |

VI. Distances minimales de recul par rapport aux fonds voisins



Code rural et de la pêche maritime, Art. R.126-2 : « Le Conseil Général peut, à l'intérieur de périmètres déterminés et pour une durée qu'il fixe : [...] - fixer une distance minimale avec les fonds voisins, supérieure à celle prévue à l'article 671 du Code Civil, pour les semis, plantations et replantations, compte tenu de la nature des cultures habituellement pratiquées et, le cas échéant, par type d'essence. »



Code Civil, Art 671 : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usage, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. »

Lorsque les CCAF ou CIAF élaborent leur projet de réglementation, elles doivent au minimum appliquer les distances définies dans le tableau ci-dessous qui présente les normes minimales au niveau du Département du Jura.

| Nature des fonds voisins | | Distance de recul minimale à respecter |
|--|--|---|
| Fonds voisin agricole | | 2 mètres |
| Cours d'eau et plans d'eau (pour rappel, les ripisylves ne sont pas concernées par la réglementation des boisements) | | 6 mètres (à partir du sommet de la berge) |
| Voirie | Voirie départementale et nationale | 7 mètres |
| | Voirie communale, chemins ruraux et chemins d'exploitation | 4 mètres |
| Habitations ou zone constructible | | 50 à 150 mètres |

Chaque CCAF ou CIAF est libre de présenter des distances plus importantes que celles précédemment citées. Pour l'ensemble de ces distances de recul, il sera recommandé aux CCAF ou CIAF qui élaborent les réglementations des boisements de veiller à l'homogénéisation des distances entre les communes voisines. Il est aussi préconisé de se référer aux zonages des plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) et des plans de protection incendie si nécessaire.

Partie 2 : LA MISE EN PLACE OU REVISION D'UNE REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

La réglementation des boisements est un outil mis à la disposition des communes. Il est pris en charge par le Département qui anime et finance les opérations.

I. Hiérarchisation des demandes

Les orientations départementales fixées en partie 1 du présent document doivent, dans un second temps être déclinées localement par une réglementation des boisements, afin de définir des périmètres à l'échelle cadastrale.

Aussi, toute commune ou communauté de communes du département a la possibilité de demander au Président du Conseil général la mise en œuvre, sur son territoire, d'une réglementation des boisements ou la révision de la réglementation existante.

Le Président procède à une hiérarchisation des demandes des collectivités, en fonction :

1. De ses possibilités techniques et financières ;
2. De l'existence ou non d'une réglementation : les communes n'ayant pas encore de réglementation sont prioritaires ;
3. De l'ancienneté des réglementations en vigueur : pour départager les communes disposant déjà d'une réglementation, celles dont les arrêtés préfectoraux sont les plus anciens sont prioritaires.

Le Département veillera à ce que les projets intègrent le plus possible les enjeux agricoles, environnementaux et de développement local. Par ailleurs, les démarches engagées collectivement entre plusieurs communes limitrophes pourront être privilégiées, dans la mesure où elles permettent la prise en compte d'enjeux qui dépassent les limites communales et qui doivent être appréhendés à l'échelle de bassin versant, de massif, d'unité paysagère,

II. Les étapes de la procédure

Le Département est chargé de la réalisation de l'étude permettant d'établir les enjeux et les objectifs prioritaires à respecter dans le cadre de cette procédure. Les partenaires associés (Chambre d'agriculture, Centre Régional de la Propriété Forestière - CRPF, Office National des Forêts - ONF, Conservatoire Régional des Espaces Naturels - CREN, Parc Naturel Régional du Haut Jura – PNR HJ le cas échéant, associations naturalistes...) sont informés de la réalisation de cette étude de territoire. Ils peuvent ainsi formuler d'éventuelles observations à prendre en compte. La CCAF ou CIAF s'appuie sur les conclusions de cette étude pour proposer des périmètres de zonage. Elle dispose pour cela d'un **délai maximal de trois ans à partir de la date de sa constitution.**

Schéma

Mise en place ou révision d'une réglementation des boisements dans une commune

Le Conseil Municipal ou le Conseil Communautaire informe le Conseil Général de son souhait de mettre en place ou de réviser une réglementation.

Examen de la demande par le CG, puis validation ou refus

Si la réponse est favorable, le Conseil Général constitue la CCAF ou CIAF qui doit lui proposer des mesures de réglementation des boisements et de délimiter des périmètres correspondants, dans un délai qu'il prescrit et qui ne peut être inférieur à 1 an.

Arrêté départemental de mesures transitoires d'interdiction ou de restriction

Réunions de la CCAF ou CIAF afin de définir et proposer un zonage et les mesures de réglementations correspondantes

Etablissement du projet de réglementation

ENQUETE PUBLIQUE

Examen des réclamations et correction du projet si nécessaire par la CCAF ou CIAF

A l'issue de l'enquête le Conseil Général sollicite l'avis du Conseil Municipal, du CRPF, de la Chambre d'Agriculture et du CREN sur le projet.

Délibération du Conseil Général qui fixe le zonage et les règlements correspondants

Durée de la procédure : environ 18 mois

III. Les mesures conservatoires durant la procédure de mise en place ou de révision des réglementations



Code rural et de la pêche maritime, Art. R126-7 : « Lorsque le Département a chargé la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier d'élaborer une proposition de réglementation des boisements, il peut édicter, à l'intérieur des périmètres envisagés et à titre conservatoire, des mesures transitoires d'interdiction ou de restriction des semis, plantations ou replantations d'essences forestières. Ces mesures sont caduques à compter de la publication des règlements définitifs et, au plus tard, quatre ans à compter de leur édicton. »

Ainsi, toute plantation, replantation et semis pourra être interdits au cours de la procédure pendant une durée maximum de 4 ans :

- Sur les parcelles agricoles, les landes ou les friches du territoire concerné.
- Dans les massifs d'une surface inférieure à 4 ha.

IV. Durée de validité des réglementations de boisements

- Les anciennes réglementations des boisements, établies sous la responsabilité de l'Etat par arrêté préfectoral

En application des dispositions du I-5° de l'article 95 de la Loi du 23 février 2005, relative au développement des territoires ruraux, les arrêtés préfectoraux pris en application des dispositions des articles. R.126-1 à R.126-10 de l'ancien Code Rural antérieurement au 1^{er} janvier 2006 restent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'ont pas été modifiés ou abrogés. Le Président du Conseil général est chargé d'assurer leur application.

- Les réglementations des boisements établies sous la responsabilité du Président du Conseil général

Ces réglementations sont réalisées sous l'égide de la partie 1 du présent document. Une fois établies, elles restent valables jusqu'à leur révision.

Partie 3 : LES PROPRIETAIRES ET LA REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

Les propriétaires qui possèdent des parcelles sur une commune ayant établi une réglementation des boisements ont des prérogatives auxquelles ils ne peuvent déroger lorsqu'ils désirent boiser leur(s) parcelle(s).

I. Les obligations déclaratives



Code rural et de la pêche maritime, Art. R.126-1 : «le Conseil Général fixe par délibération, pour tout ou partie de son territoire départemental : [...]

Les obligations déclaratives auxquelles sont soumis les propriétaires dans les périmètres réglementés, préalablement à tous semis, à toutes plantations ou, le cas échéant, toutes replantations dans les périmètres réglementés. »

Toute personne qui souhaite planter ou replanter des essences forestières sur une parcelle réglementée, que ce soit par arrêté préfectoral pour les réglementations des boisements établies par l'Etat ou par délibération du Conseil général pour les nouvelles réglementations, doit en faire la déclaration auprès du Président du Conseil général.

Les déclarations sont faites à l'aide du formulaire, présenté en annexe 1, disponible en mairie ou à demander directement au Conseil général (par courrier ou par mail : agrif@cg39.fr).

II. Instruction des déclarations

Le Président du Conseil général a trois mois à compter de la réception du dossier complet pour vérifier que le projet envisagé répond aux conditions techniques et réglementaires fixées par la réglementation des boisements de la commune et la présente délibération. Il consulte, pour avis, le Maire de la commune concernée par le projet, le CRPF, la Chambre d'Agriculture, le CREN ainsi que le PNR du Haut Jura si le projet concerne une commune du Parc. Le Président du Conseil général peut solliciter tout autre document qu'il juge utile à l'instruction du dossier.

A l'issue de l'instruction, le Président du Conseil général est habilité, en se fondant sur la réglementation en vigueur et le cadrage départemental à autoriser le projet avec, si nécessaire, des conditions à respecter, ou à s'y opposer.

Les autorisations délivrées **sont valables pour une durée de 3 ans**. Passé ce délai, les travaux de plantations autorisés non réalisés doivent faire l'objet d'une nouvelle déclaration.

Les refus restent valables pendant une durée de 2 ans. Passé ce délai, les propriétaires n'ayant pas obtenu l'autorisation de planter peuvent faire une nouvelle demande.

III. Dispositions réglementaires en cas d'infraction

Lorsqu'un boisement est réalisé sans déclaration ou si les conditions fixées par la décision du Président du Conseil général après instruction ne sont pas respectées, le propriétaire s'expose aux sanctions prévues par les articles L.126-1, R.126-9 et R.129-10 du code rural et de la pêche maritime.



Code rural et de la pêche maritime, Art. L.126-1 : « Au cas de plantations ou semis exécutés en violation de ces conditions, les exonérations d'impôts et avantages fiscaux de toute nature prévus en faveur des propriétés boisées ou des reboisements sont supprimés, les propriétaires peuvent être tenus de détruire le boisement irrégulier ou se voir interdire de reconstituer les boisements après coupe rase ; il peut, lors des opérations d'aménagement foncier, ne pas être tenu compte de la nature boisée du terrain, il peut être procédé à la destruction d'office des boisements irréguliers. »



Code rural et de la pêche maritime, Art. R.126-9 : « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe, le fait de semer, de planter ou de replanter des essences forestières en méconnaissance des réglementations des boisements prévues au présent chapitre. »



Code rural et de la pêche maritime, Art. R.126-10 : « Lorsque des semis, plantations ou replantations d'essences forestières sont entrepris en méconnaissance des réglementations des boisements ou des mesures transitoires mentionnées à l'article R.126-7, le Président du Conseil Général met en demeure le propriétaire de détruire le boisement irrégulier dans un délai qu'il lui assigne et qui ne peut excéder deux ans.
Si le propriétaire n'y défère pas dans un délai prescrit, la destruction d'office, à ses frais, peut être ordonnée par le Président du Conseil Général. Il arrête le mémoire des travaux faits et le rend exécutoire contre le propriétaire. »

IV. Prescriptions techniques : le choix des essences

Dans le cadre de sa mission d'instructeur des déclarations préalables à tout projet de boisement ou reboisement dans les périmètres réglementés, le Président du Conseil général se réserve la possibilité d'interdire certaines essences qui pourraient s'avérer inadaptées et d'en prescrire d'autres.

Il est fortement recommandé aux particuliers, de faire appel aux techniciens forestiers du CRPF ou de la Chambre d'Agriculture de leur secteur afin, d'être appuyés sur le choix des essences et sur la conduite du peuplement.

Par ailleurs, ils peuvent se référer au Schéma Régional de Gestion Sylvicole et ses fascicules déclinés par région naturelle ainsi qu'à l'arrêté préfectoral n°08/195 « relatif à l'emploi des matériels forestiers de reproduction utilisables dans les projets forestiers éligibles aux aides publiques » pour le choix des essences.

V. Cas particulier : Production de sapins de Noël



Code rural et de la pêche maritime, Art. L126-1 : « Les productions de sapins de Noël font l'objet d'une déclaration annuelle portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation, auprès du conseil général. On entend par production de sapins de Noël la plantation d'essences forestières, dont la liste est fixée par décret, et qui remplit les conditions également fixées par décret. »

Sont considérées comme productions de sapins de Noël les essences forestières dont la liste est fixée par le décret 2003-285 du 24 mars 2003, à savoir :

- | | |
|-----------------------------|---------------------------|
| - <i>Picea excelsa</i> | - <i>Abies grandis</i> |
| - <i>Picea pungens</i> | - <i>Abies fraseri</i> |
| - <i>Picea omorika</i> | - <i>Abies balsamea</i> |
| - <i>Picea engelmannii</i> | - <i>Abies alba</i> |
| - <i>Picea nordmanniana</i> | - <i>Pinus sylvestris</i> |
| - <i>Abies nobilis</i> | - <i>Pinus pinaster</i> |

Ces productions doivent en outre remplir les conditions suivantes:

- La densité de plantation doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants par hectare.
- La hauteur maximale des sapins ne peut excéder trois mètres.
- La durée maximale d'occupation du sol ne peut excéder dix ans ; à ce terme les sapins doivent être coupés et les sols remis en état de culture.
- Les distances de plantation minimum par rapport aux fonds voisins non boisés sont fixées à deux mètres.

Conformément à l'article L.126-1 du code rural et de la pêche maritime, les productions de sapins de Noël font l'objet d'une déclaration annuelle spécifique, présentée en annexe 2, disponible auprès du Département (en faire la demande par courrier ou par mail : agrif@cg39.fr).

Le Président du Conseil général a 3 mois à compter de la réception de la déclaration pour vérifier qu'elle a pour objet une production de sapins de Noël répondant aux conditions fixées ci-dessus.

Si le projet de plantation est bien conforme aux dispositions du décret n°2003-285, le Président du Conseil général délivre une autorisation, pouvant comporter des indications en matière de modes culturels limitant l'utilisation d'engrais ou de produits phytosanitaires dans le traitement des plantations.

Lorsqu'une plantation de sapin de Noël est réalisée sans déclaration, le propriétaire s'expose aux sanctions prévues par l'article L.126-1 du Code rural et de la pêche maritime.



Code rural et de la pêche maritime, Art. L.126-1 : « Au cas de plantations ou semis exécutés en violation de ces conditions, les exonérations d'impôts et avantages fiscaux de toute nature prévus en faveur des propriétés boisées ou des reboisements sont supprimés, les propriétaires peuvent être tenus de détruire le boisement irrégulier »

ANNEXES

CONSEIL GENERAL DU JURA

Direction de Développement Economique et de l'Environnement
Service de l'Action Economique
Mission Agriculture et Forêt



DECLARATION DE BOISEMENT OU REBOISEMENT

Adresser une déclaration par parcelle ou groupe de parcelle homogènes

à : Monsieur le Président du Conseil Général du Jura
DDEE – SAE – Mission Agriculture et Forêt
17, rue Rouget de Lisle – 39039 LONS LE SAUNIER CEDEX

Partie 1 : DESIGNATION DU DEMANDEUR

Nom Prénom (1):.....
.....
Adresse :
.....
Code postal : _ _ _ _ _ Commune :
Pays :
Téléphone : _ _ _ _ _ Téléphone portable : _ _ _ _ _
Mail :

(1) pour les sociétés, groupements forestiers, ..., faire suivre du nom et de la qualité du signataire.

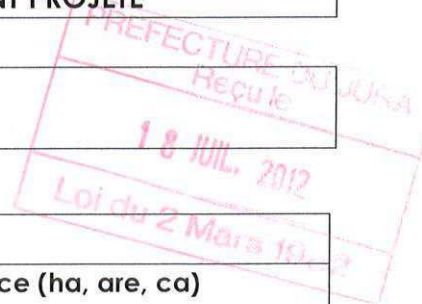
Personne à contacter pour une visite sur le terrain, si différente du demandeur :

Nom Prénom (2):.....
.....
Adresse :
.....
Code postal : _ _ _ _ _ Commune :
Pays :
Téléphone : _ _ _ _ _ Téléphone portable : _ _ _ _ _
Mail :

(2) si maître d'œuvre, préciser la société et la qualité du signataire.

Partie 2 : SITUATION DU BOISEMENT OU REBOISEMENT PROJETE

Commune de *.....



| Référence de(s) la parcelle(s) | | | | | |
|--------------------------------|----------|---------|----------|-----------------------|------------------|
| REF | Lieu-dit | Section | Parcelle | Surface (ha, are, ca) | |
| | | | | Totale | A boiser |
| 1 | | | | __ ha __ a __ ca | __ ha __ a __ ca |
| 2 | | | | __ ha __ a __ ca | __ ha __ a __ ca |
| 3 | | | | __ ha __ a __ ca | __ ha __ a __ ca |
| 4 | | | | __ ha __ a __ ca | __ ha __ a __ ca |
| 5 | | | | __ ha __ a __ ca | __ ha __ a __ ca |

* Joindre le plan cadastral et un plan de situation (liste des pièces à joindre, page 4)

| Descriptions de(s) la parcelle(s) | | | | |
|-----------------------------------|---------|----------|---|--|
| REF | Section | Parcelle | Nature de la parcelle (prairie, culture, forêt, friche...) | Occupation agricole (oui ou non et préciser le type d'activité) |
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

| Description des parcelles voisines (ex : prairie, culture, forêt, friche, habitation, jardin, ...) | | | | |
|---|------|-----|-----|-------|
| | Nord | Sud | Est | Ouest |
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

Si reboisement,

Année de la coupe rase :

Nature du boisement avant la coupe :

Partie 3 : TRAVAUX ENVISAGE

☐ Régénération artificielle ☐ Régénération naturelle

Description sommaire des travaux :

Essences utilisées pour le boisement ou reboisement :
(si plusieurs essences, indiquer les proportions)

Distance des boisements par rapport aux fonds voisins :
(à défaut de règlement particulier, au minimum supérieur ou égal à 2 mètres linéaires)

| | Nord | Sud | Est | Ouest |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 1 |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |
| 2 |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |
| 3 |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |
| 4 |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |
| 5 |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |mètres de..... |

L'utilisation de ces essences est-elle préconisée par un catalogue de stations ?

☐ Si **oui** : Préciser le(s) milieu(x) et le n° de station(s) concernée(s) :

.....
.....

☐ Si **non** : Préciser les caractéristiques topographiques et pédologiques de la parcelle/groupe homogène (altitude, exposition, pente, profondeur et nature du sol,...)

.....
.....
.....

Date envisagée de début des travaux :
(NB : le délai d'instruction normale peut aller jusqu'à 3 mois)

Je soussigné(e) Monsieur/Madamecertifie que la (les) parcelle(s) citée(s) n'est (ne sont) ni louée(s) ni affermée(s) et que j'en ai la libre disposition.

Fait à le
Signature du demandeur :

LISTE DES PIÈCES À JOINDRE À LA DÉCLARATION

- ☐ **plan de situation**, à l'échelle 1/25 000ème ;
- ☐ extrait de **plan cadastral** à jour, précisant l'emprise du projet (plan disponible en mairie ou aux services du cadastre) ;
- ☐ titre de propriété (extrait de matrice cadastrale, acte notarié...) ;
- ☐ mandat des indivisaires, du(des) propriétaire(s) si autre que demandeur.

Notice d'information

Déclaration de boisement ou de reboisement :

Quand devez-vous faire une déclaration ?

Toute personne qui souhaite planter ou replanter (éventuellement par régénération/semis naturel(le), sur une parcelle située dans une commune sur laquelle il existe une réglementation des boisements, doit en faire la déclaration auprès du président du Conseil général.

La liste des communes disposant d'une réglementation des boisements est consultable au secrétariat de l'Aménagement Foncier – Tél : 03.84.87.35.16 – Mail : agrif@cg39.fr.

Comment s'effectue l'instruction de votre déclaration ?

Pour instruire votre demande, le Département demande l'avis du Maire de la commune concernée, du Centre Régional de la Propriété Forestière, de la Chambre d'Agriculture, du Conservatoire Régional des Espaces Naturels, et du Parc Naturel Régional le cas échéant et effectue si nécessaire une visite sur place. À l'issue de cette instruction, il y a la possibilité d'autoriser votre projet avec ou sans conditions à respecter ou de s'y opposer.

Devez-vous faire une déclaration pour une culture de sapins de Noël ?

La réglementation des boisements ne s'applique pas aux cultures de sapins de Noël ; mais les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël doivent **adresser au Président du Conseil général** où seront situées les plantations une **déclaration annuelle de production répondant aux conditions prévues par le troisième alinéa de l'article L.126-1 du Code rural et de la pêche maritime**.

Quels risques encourez-vous si vous réalisez un boisement sans déclaration ?

Le Code rural et de la pêche maritime prévoit des sanctions si un boisement est réalisé sans déclaration ou si les conditions fixées par le Conseil général ne sont pas respectées. Vous pouvez être amené à détruire le boisement illégal et vous exposez à des sanctions pénales (amendes de quatrième classe) et fiscales.

Pour tous renseignements, vous pouvez vous adresser au
Secrétariat du bureau « Aménagement Foncier » - Tél : 03.84.87.35.16 – Mail : agrif@cg39.fr

CONSEIL GENERAL DU JURA

Direction de Développement Economique et de l'Environnement
Service de l'Action Economique
Mission Agriculture et Forêt



DECLARATION ANNUELLE DE PLANTATION DE SAPINS DE NOEL



Code rural et de la pêche maritime, Art. L126-1 : « Les productions de sapins de Noël font l'objet d'une déclaration annuelle portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation, auprès du conseil général. On entend par production de sapins de Noël la plantation d'essences forestières, dont la liste est fixée par décret, et qui remplit les conditions également fixées par décret. »

Le décret n°2003-285 du 24 mars 2003 relatif à la production de sapins de Noël précise :

Sont considérées comme productions de sapins de Noël les essences forestières suivantes :

- | | |
|----------------------|--------------------|
| - Picea excelsa | - Abies grandis |
| - Picea pungens | - Abies fraseri |
| - Picea omorika | - Abies balsamea |
| - Picea engelmannii | - Abies alba |
| - Picea nordmanniana | - Pinus sylvestris |
| - Abies nobilis | - Pinus pinaster |

Ces productions doivent en outre remplir les conditions suivantes:

- La densité de plantation doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants par hectare.
- La hauteur maximale des sapins ne peut excéder trois mètres.
- La durée maximale d'occupation du sol ne peut excéder dix ans ; à ce terme les sapins doivent être coupés et les sols remis en état de culture.
- Les distances de plantations minimum par rapport aux fonds voisins non boisés sont fixées à deux mètres.

Si la plantation relève bien de ces critères, alors elle ne relève plus de la réglementation des boisements qui peut exister éventuellement dans la commune.

Si la plantation de ces essences répond à des conditions différentes, elle relève alors du régime général de réglementation des boisements qui prévaut dans la commune (dossier et formulaire consultable en mairie le cas échéant ou au Conseil Général).

Les producteurs qui souhaitent procéder à des semis, plantations ou replantations de sapins de Noël doivent **adresser au Président du Conseil général du Jura une déclaration annuelle de production répondant aux conditions rappelées dans les encadrés ci-dessus** (ou 3^e alinéa de l'article L126- du code rural et de la pêche maritime – décret 2003-285 actualisé). Le Président du Conseil Général vérifie que la déclaration a pour objet une production de sapins de Noël répondant aux conditions citées dans l'encadré ci-dessus).

UN FORMULAIRE DE DECLARATION EST JOINT A CE DOCUMENT

Cette déclaration est à renouveler chaque année pour une même plantation, jusqu'aux 10 ans maximum autorisés par le décret sus-visé

**FORMULAIRES DE DECLARATION ANNUELLE DE PLANTATION DE SAPINS DE NOEL
(ARTICLE L.126.1 DU CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME)**

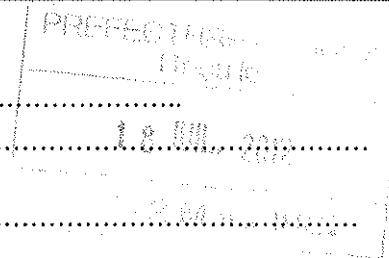
Je soussigné(e),

Qualité :NOM :

.....Prénom(s) :

Adresse :

Tel. :



Ayant droit sur la parcelle :

SectionN°..... en tant que : ☐ Propriétaire en mon nom seul
☐ Propriétaire en indivision
☐ Nu propriétaire
☐ Usufruitier
☐ Autre (préciser sous quel statut, par ex location, :

Déclare entreprendre/conduire¹, sur la parcelle identifiée ci-dessus, une production de sapins de Noël dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Date de plantation (mois et année) :**

- **Essences :** (liste et pourcentage de chaque essence dans le total)

| Essence | | Nombre de plants | Essence | | Nombre de plants |
|---------|--|------------------|---------|--|------------------|
| 1 | | | 5 | | |
| 2 | | | 6 | | |
| 3 | | | 7 | | |
| 4 | | | 8 | | |

¹ Rayer la mention inutile : on dit « entreprendre » pour la première année, puis « conduire » les années suivantes (max 10 ans)

- **Densité de plantation :**

Surface de la parcelle =ha.....a.....ca

Nombre de plants =

Soit une densité de :plant/ha

- **Hauteur** du plus grand sapin **en date de la présente déclaration** :m

- **Distances de Plantation** : joindre un plan de la parcelle avec indication des distance
l'année de la plantation (1^{ère} déclaration)

Cadre réservé au Conseil Général :

Accusé Réception le :

Observations :

Fait à

Le

Signature du déclarant :



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
JURA

Réf : AL/SA

Département Collectivités, Territoires,
Energie et Environnement

Dossier suivi par Anne Lhomme

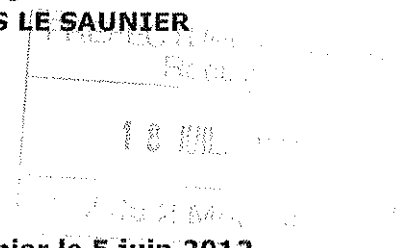
Objet : mise en œuvre de la réglementation des boisements

LE PRESIDENT

Siège Social
455 rue du Colonel de Casteljaud
B.P. 40417
39016 LONS LE SAUNIER CEDEX
Tél : 03 84 35 14 14
Fax : 03 84 24 82 15
Email : accueil@jura.chambagri.fr

A l'attention de Laura Equenot

CONSEIL GENERAL DU JURA
Monsieur le Président
17, Rue Rouget de Lisle
39039 LONS LE SAUNIER



Lons le Saunier le 5 juin 2012

Monsieur le Président,

Faisant suite à votre consultation relative à la mise en œuvre de la réglementation des boisements, la Chambre d'Agriculture du Jura est favorable au projet de document de cadrage de la réglementation des boisements dans le département du Jura.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma respectueuse considération.

Le Président,

Dominique Chalumeaux



DELIBERATION N° 1/2012



Le Conseil de Centre de la Délégation Régionale de la Propriété Forestière de Franche-Comté réuni le 25 juin 2012 à MELISEY (70), les administrateurs et membres dont les noms suivent étant présents :

**M. ADAMI
M. BOURG
M. BOURGEOIS
M. DUFAY
M. POLLIOT
Mme VIELLARD**

EMET

un avis favorable au projet de révision du document de cadrage relatif à la réglementation des boisements dans le département du JURA.

Le Président,

Le Directeur,

Nicolas POLLIOT

François JANEX